



Juin 2019

Alerte de danger grave et imminent.

COMMUNIQUÉ

En effet, après de nombreuses alertes dénoncées autant par les médias que par les professionnels, après le rapport Iborra, celui de la “mission flash” parlementaire, la situation des conditions de travail dans les Ehpad s’est encore aggravée. Elle atteint un seuil critique et très alarmant.

Le nombre de personnes âgées va tripler d’ici 2050. Celui des personnes âgées dépendantes va passer de 1,3 millions à 2,2 millions. Il faudrait 542 000 places supplémentaires d’ici 2040. Les 7000 nouveaux établissements prévus ne suffiront pas (5 à 6 créations seulement en prévision dans le PRS en Isère). Ce rapport prévoit 25% d’effectif supplémentaire pour 2024 soit 80 000 postes avec un ratio de 0,76 équivalent temps plein, bien loin du 1 soignant pour 1 résident revendiqué maintenant.

Le soin, la bientraitance, la prise en charge dans son ensemble ne sont plus possibles dans ces conditions, les personnels sont à bout, totalement épuisés :

- Par le manque d’effectif et une gestion “à flux tendu”, qui génèrent un surcroît de travail.
- Par le manque de temps et de bras pour les repas, les toilettes, l’hygiène et la prise en charge en général.
- Par une impression de « travail à la chaîne », “mal fait” et d’être des “robots de soins”.
- Par le rythme de travail, des pauses réglementaires non prises, des prises de service plus tôt que prévues pour essayer d’effectuer au mieux les tâches définies dans le plan de travail.
- Par l’obligation de prioriser des soins et d’en reporter d’autres (pansements, bilans sanguin...) qui devraient être réalisés quotidiennement.
- Par les heures supplémentaires que génèrent le manque d’effectif dû aux arrêts de travail et le non-remplacement au quotidien.
- Par les changements de planning récurrents et des rappels de dernière minute sur nos repos ou congés, qui impactent nos vies privées.
- Par des glissements de tâches, des transferts de compétences, sans respect des règles statutaires et sécuritaires (mise en danger d’autrui).

D E P R E S S E

- Par un turn over impressionnant de personnel non qualifié, et une précarité accrue des emplois.
- Par l'augmentation et la non-reconnaissance des accidents de travail, des maladies professionnelles, des troubles musculo squelettiques, qui obligent les agents à venir travailler sous anxiolytiques ou qui entraînent des mises en retraite pour invalidité avec de toutes petites pensions.
- Par la pénurie d'Aides Soignant(e)s et d'Infirmier(e)s due aux conditions de travail et au manque de reconnaissance financière de ces professions. Des AS et des IDE démissionnent pour d'autres métiers.
- Par le fait de ne plus avoir de temps à consacrer aux étudiants.
- Par une augmentation de la dépendance physique, psychique et des poly pathologies qui nécessitent plus de soins et d'attention.
- Par l'impossibilité d'accompagner nos résidents en fin de vie et leur famille.

Mais surtout, les personnels ne veulent pas être responsables des gestions financières menées, au détriment des soins qu'ils doivent apporter à nos résidents, avec des tarifs d'hébergement toujours à la hausse et des prestations réduites au strict minimum.

Nous sommes des soignants qui avons la passion de notre travail, avec des valeurs humaines.

Aujourd'hui, nous n'avons plus la possibilité d'assurer une prise en charge et d'accompagner nos aînés dignement. Ces situations nous détruisent physiquement et moralement. Elles nous mettent en danger ainsi que notre métier et notre diplôme car notre responsabilité est engagée.

STOP !!!

A la déshumanisation, la robotisation et la marchandisation des soins.

Les prévisions du rapport Libault ne solutionneront pas dans l'immédiat *la sinistralité* du secteur de la personne âgée à domicile et en EHPAD.

Maintenant **il faut AGIR et vite, il y a urgence, il y a danger.**

Le Collectif personnes âgées CGT de l'Isère